

~~Derrière la dénonciation de l'extractivisme en Amérique latine se dissimulerait une forme de radicalité chic, paradoxalement compatible avec l'idéologie néolibérale. Telle est la thèse d'un article du Monde diplomatique de juillet dernier. À l'encontre d'une telle affirmation, la critique du néo-extractivisme constitue, à nos yeux, une dimension centrale des luttes émancipatrices.~~

\*\*\*

Le numéro de juillet 2021 du *Monde diplomatique* proposait un article de Maëlle Mariette et Franck Poupeau : « À bas la mine ou à bas l'État ? ». Celui-ci prend pour cible la critique de l'extractivisme en Amérique latine ; l'extractivisme étant entendu comme un mode d'accumulation basé sur la surexploitation des ressources naturelles, non ou peu transformées, et destinées principalement à l'exportation. En raison des enjeux, de l'actualité latino-américaine et de l'angle d'approche, ainsi que de la teneur polémique du propos, ce papier a suscité des réponses critiques<sup>[1]</sup>. L'objectif poursuivi ici est de contribuer à la discussion, en tentant de compléter et de prolonger cette analyse critique.

## Une question escamotée

Au vu de sa centralité et de son actualité dans les débats, particulièrement à gauche, qui traversent l'Amérique latine, interroger l'extractivisme – ses contours, les forces qui s'en revendiquent, les lignes de fracture qu'il dessine, ses zones d'ombre, etc. – apparaît stratégique. D'où l'intérêt de l'article de Maëlle Mariette et Franck Poupeau. Las, pour qu'il y ait discussion, encore faut-il qu'il y ait quelque chose à discuter. Or, dès les premières lignes, on comprend qu'il n'y a rien à discuter, sinon la mauvaise foi ou la bêtise de la dénonciation de l'extractivisme. Et le texte de décliner une série de dispositifs, qui sont autant de démonstrations de l'inanité et de la dangerosité de cette critique.

Relevons rapidement les procédés à l'œuvre : la critique de l'extractivisme relèverait d'intellectuels et d'universitaires (les termes reviennent comme une litanie), enfermés dans leurs tours d'ivoire – « quartier huppé de la capitale », « boulevard Saint-Michel à Paris » et « couloirs de l'université » -, « se présentant comme 'progressistes' », « qui se proclament 'de gauche' ». Qui plus est, leur « discours enchante la droite, qui se découvre sans difficulté des convictions écologiques ».

Triple disqualification donc : il s'agit d'une pseudo-critique, d'une intelligentsia nantie, prétendue de gauche (entre guillemets), qui fait le jeu de la droite (sans guillemets). Et les auteurs de nous prévenir : « ce type de récupération aurait pu alerter ». Mais, alerter de quoi ; que l'écologie est le faux-nez du néolibéralisme ? Il est vrai que la croissance, le productivisme et l'exploitation des ressources naturelles n'ont, elles, pas besoin d'être « récupérées », tant elles sont consubstantielles à la droite.

L'intérêt de la critique du néoextractivisme se confondrait dès lors avec son public – intellectuels médiatiques, universitaires et bobos – et sa raison ; celle d'accélérer l'accès « sur la scène intellectuelle mondiale », en opérant « comme un accélérateur de renommée et de légitimité dans un milieu universitaire bien au fait des exigences du marketing individuel ». La preuve résiderait dans le nombre croissant de citations, après 2010, de l'un des principaux théoriciens du néoextractivisme, Eduardo Gudynas, dans Google Academico. Naïfs donc celles et ceux qui y verraient la pertinence d'une clé théorique pour affronter une question d'actualité clivante ; il ne s'agit que d'une stratégie carriériste et

Est-il encore besoin, après une telle démonstration, d'interroger les (éventuels) fondements théoriques de la critique du néoextractivisme ? Caricaturée en « forme de radicalité chic », falsifiée en « principe fondamental de la pensée conservatrice », elle se réduirait au brouhaha médiatique, empêchant d'entendre « la voix de la justice sociale ». En conséquence, la discussion, à peine esquissée, ici ou là, autour de points en effet pertinents – le recours « au registre moral de la trahison »[2] ; le risque d'essentialisme[3] ; le temps court des échéances électorales, qui oblige à des résultats immédiats, opposés au temps long des transformations de la matrice productive ; le soutien occasionnels de populations, y compris indigènes, aux projets miniers et pétroliers ; la question de l'État, et la différence entre extractivisme et néoextractivisme – tourne court.

## Polarisation du débat

Tout ça pour ça ? Comment expliquer une telle superficialité, la polémique en lieu et place de l'analyse ? Sûrement faut-il voir dans la polarisation du débat en Amérique latine en général et en Équateur en particulier l'une des raisons. Dans ce dernier pays, l'attitude problématique et controversée du candidat Yaku Pérez, la victoire, au second tour, du candidat néolibéral face au partisan de Rafaël Correa, dans un contexte où le mouvement indigène a appelé à émettre un « vote nul idéologique », ont catalysé un clivage, dont l'article de Mariette et Poupeau constitue une des expressions.

La leçon délivrée par ces auteurs, simple et limpide, se lit dès le titre. « Derrière la dénonciation de l'extractivisme en Amérique latine », se cache une seule et même ligne directrice : « Tout sauf le socialisme ! ». On aimerait savoir à quel gouvernement latino-américain les auteurs font référence quand ils parlent de « socialisme » ? Critiquer la mine ou critiquer l'État ; il faut choisir. Retour donc au campisme, [comme l'analyse Patrick Guillaudat](#). Un campisme aligné sur la raison étatique, faisant l'impasse sur près de deux siècles de pensée libertaire (condamnée pour « sa paradoxale compatibilité avec l'idéologie néolibérale » ?).

Faut-il que les réseaux intellectuels soient puissants, et les indigènes décidément bêtes pour expliquer le fourvoiement de cette soi-disant gauche en Équateur et ailleurs. Paradoxalement, Mariette et Poupeau font eux-mêmes preuve d'un intellectualisme qu'ils ne cessent de reprocher aux critiques du néoextractivisme. Le fait majeur qui ressort des élections équatoriennes est que la personnalité et le bilan politique de Rafaël Correa divisent profondément la société équatorienne, y compris les gauches.

Réduire ce clivage à une construction intellectuelle, démultipliée par les réseaux médiatiques et universitaire, instrumentalisée par la droite, et dégagée de toute assise réelle, s'apparente à une fuite en avant idéologique. Or, justement, outre le caudillisme, la criminalisation des mouvements sociaux et le machisme[4], la question extractiviste est au cœur de cette polarisation[5]. On peut le regretter et le critiquer, chercher à dépasser cette opposition ou, à tout le moins, mettre en avant l'antagonisme plus décisif avec la droite, mais, de toutes les façons, cela suppose de partir de l'analyse de ce clivage plutôt que de sa négation idéologique.

## Enjeux du néoextractivisme

Impossible, dans le cadre circonscrit de cette analyse, de proposer une vue d'ensemble des débats que soulève le concept de néoextractivisme, mais je veux m'arrêter sur un de ses aspects, à mon sens central, et complètement ignoré dans l'article du *Monde diplomatique* : sa critique de l'économie politique. L'émergence de ce courant de pensée naît de l'expérience paradoxale et contradictoire du tournant post-néolibéral sur le continent latino-américain, dans les premières années du millénaire. Or, ce tournant coïncide avec une conjoncture particulière : celle du boom des matières premières, catalysé par « l'émergence » de la Chine. L'article de Gudynas, de 2012 (d'ailleurs cité par Mariette et Poupeau), et traduit en français par le CETRI, en 2013, « État compensateur et nouveaux extractivismes : ambivalence du progressisme en Amérique latine », en offre une première synthèse[6].

Le concept de néoextractivisme, contrairement à ce qu'avance l'article du *Monde diplomatique*, met en évidence la continuité et les différences avec l'extractivisme « classique ». En outre, Gudynas reconnaît les avancées sociales et les « changements substantiels » des gouvernements progressistes, centrés sur la réduction de la pauvreté, les efforts de redistribution et le retour des États, mais il souligne les conditions et les limites, la fragilité et les ambivalences de ceux-ci. Ces limites sont inhérentes à sa matrice « développementiste », ainsi qu'à une stratégie subordonnée au marché mondial. Cela traduit, selon Thea Riofrancos, une double réinterprétation du socle commun des gauches, autour de ce qu'elle appelle le « radicalisme des ressources » (nationalisation, expropriation et distribution de la rente), du côté des acteurs étatiques ; de la résistance au modèle extractiviste, du côté des mouvements protestataires[7].

Sur le continent latino-américain, la réduction de la pauvreté et des inégalités, commencée au début du millénaire, a cessé depuis 2015, et la courbe s'est même inversée dans de nombreux pays. Cette réduction était largement liée au boom des matières premières – la sortie de la pauvreté fut d'ailleurs une tendance générale sur le continent, bien que plus marquée au sein des gouvernements post-néolibéraux – et subit, par conséquent, de plein fouet la baisse des prix sur le marché mondial.

Outre cette interdépendance, la critique du néoextractivisme souligne que l'essentiel de la redistribution a porté sur la rente des ressources naturelles, laissant pratiquement intactes des structures fiscales particulièrement injustes, qui « cajolent les élites, soumises à une contribution proportionnellement inférieure à celle des secteurs populaire »[8]. Et Bernard Duterme de s'interroger :

« l'expérience des gouvernements progressistes latino-américains de la dernière décennie soulève une question : est-il vraiment envisageable de transformer la société sans mettre davantage à contribution les plus aisés ? ».

Mais que faire lorsque les prix des matières premières – dont dépend une part considérable du budget publique et des programmes sociaux – chutent, sinon exploiter et exporter plus pour compenser les pertes ? D'où la fuite en avant extractiviste, et un cercle vicieux d'endettement et de dépendance, qui multiplie et aggrave les conflits sociaux. Le choix des gouvernements post-néolibéraux de tirer avantage du boom des matières premières, en « tordant » l'extractivisme dans un sens progressiste, faisait l'impasse sur cette économie d'enclave, qui enferme le continent dans une division internationale du travail, le réduisant

à pourvoir le marché mondial en ressources naturelles non transformées, en échange de biens manufacturés. De même occultait-il ou faisait-il passer comme une fatalité la dépendance accrue envers les prix du marché des matières premières, particulièrement fluctuant, et sur lesquels ces États n'exercent pratiquement aucun contrôle.

Que « la différence » soit « pourtant grande entre autoriser une entreprise à creuser le sol pour enrichir des actionnaires et le faire avec un objectif politique de redistribution sociale », comme l'affirment Mariette et Poupeau, la critique du néoextractivisme ne le nie donc pas. Mais ce qu'elle conteste en revanche – et ce qui est évacué dans « À bas la mine, ou à bas l'État ? » –, c'est que les invariants de l'extractivisme – impacts et conflits socio-environnementaux, dépendance et économie d'enclave, etc. – seraient subsumés dans cette différence ou disparaîtraient, comme par enchantement, en accolant l'adjectif « progressiste » au modèle productif.

## Conflits et transition

Heureusement, à l'intelligentsia radicale chic qui prétend qu'« il faudrait sortir du capitalisme 'tout de suite' », Mariette et Poupeau délivrent un cours de réalisme politique : « changer un modèle productif prend du temps », « or, on ne court-circuite pas les phases successives du développement économique ». Ils reprennent de la sorte la dialectique évolutionniste de l'ex vice-président bolivien, Alvaro Garcia Linera, qui affirmait en 2015 : « on sort de l'extractivisme, en utilisant temporairement l'extractivisme »<sup>[9]</sup>. Et nos auteurs de saluer les gouvernements qui, loin de cette stérile impatience, engagent « leur pays dans un long processus d'industrialisation, gage de souveraineté économique et politique ». Le seul souci, comme le note Patrick Guillaudat, c'est que rien dans la réalité des faits ne vérifie cet engagement<sup>[10]</sup>.

En 2012, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL, agence des Nations unies) tirait la sonnette d'alarme : catalysé par l'émergence de la Chine, elle-même moteur du boom des prix des matières premières, on assistait à un processus de « reprimarisation » du secteur exportateur des économies latino-américaines. La part des matières premières dans les exportations du continent était, en effet, passée de 27% au début des années 1980 à 40% en 2009<sup>[11]</sup>. La tendance ne s'est depuis lors pas démentie.

L'extractivisme est le marqueur d'une matrice productive concentrée et enclavée, qui prélève mais ne transforme pas, doublement confrontée à la fluctuation des prix et à la détérioration de la balance de paiements (les importations de biens manufacturés coûtent aussi cher, voire plus cher, alors que les bénéfices des exportations tendent à diminuer). Sans compter que cette stratégie se fait au dépend du marché régional, plus propice à la diversification économique, à des échanges de biens de moyenne et haute technologies, et qui revêt une importance significative pour les petites et moyennes entreprises.

Début 2020, la directrice de la CEPAL, Alicia Barcena, tirait un bilan plus amer de la dialectique mise en avant par nos deux auteurs. Elle affirmait ainsi :

« L'Amérique latine a raté deux trains : celui de la politique industrielle et de l'innovation, laissant la prise de décision aux forces du marché. (...) Le problème est que la matrice productive n'a pas été diversifiée. (...) En général, le modèle économique qui s'est appliqué en Amérique latine est épuisé : il est

La critique ne porte donc pas sur la lenteur de la transition, mais sur son inexistence. Que penser dès lors de l'accusation de « radicalité chic » d'une critique prétendument compatible avec l'idéologie néolibérale, en ce qu'elle rejeterait l'État, la redistribution et la planification ? Et ce alors même que Mariette et Poupeau font référence à un document discutant des voies possibles d'une transition post-extractiviste, envisageant un rôle pour l'État, une planification, une réévaluation de l'ensemble des coûts (cachés) et des bénéfiques, et proposant de distinguer trois scénarii selon l'extractivisme « prédateur », « sensé » et « indispensable »[13] ?

À juste titre, les auteurs invoquent le fait que toutes les communautés ne sont pas, toujours et systématiquement, dans un rejet définitif des projets extractifs. Mais, c'est pour mieux glisser ensuite cette assertion : « dans la majorité des cas, pareils projets sont loin de rencontrer l'hostilité des populations ». Sur quelles statistiques peuvent-ils bien se baser pour tranquillement affirmer cet état de fait majoritaire ?

À s'en tenir pourtant à l'expérience des consultations populaires[14] – notamment la dizaine d'entre elles qui se sont tenues en Colombie ces dernières années et la toute récente à Cuenca, la troisième ville d'Équateur, impliquant des centaines de milliers de personnes[15] –, force est de reconnaître que l'écrasante majorité des personnes consultées rejettent ces projets.

Mais il est vrai que Mariette et Poupeau assortissent le terme d'autonomie des communautés locales de guillemets, pour mieux mettre en doute leur capacité à s'autogouverner : « ouvertes aux quatre vents de l'espace global et de la circulation des capitaux », sans compter leur perméabilité aux réseaux intellectuels, quelle est la légitimité de ces communautés, par trop influençables, pour s'opposer ?

En réalité par sa nature même – il nécessite d'énormes capitaux, crée des bénéfiques considérables, mais offre peu d'emplois, est principalement tourné vers le marché mondial, implique des acteurs économiques très puissants, génère un impact social, économique et environnemental de très grande ampleur, difficile voire impossible à maîtriser, exclut d'autres activités (agricoles, élevage, etc.) –, l'extractivisme est toujours source de conflits. Toutefois, ces conflits ne se centrent pas toujours ni peut-être prioritairement sur l'acceptation ou le rejet d'un projet extractif ; ils peuvent concerner les conditions et compensations de sa mise en œuvre, la répartition des bénéfiques, etc.

Raison pour laquelle, les conflits socio-environnementaux – liés à l'usage, au contrôle et à la destination de la terre et des ressources naturelles – sont parmi les plus importants (quantitativement et qualitativement) en Amérique latine. Entre 2002 et 2013, des 908 défenseurs de la terre et de l'environnement assassinés dans le monde, 760 le furent en Amérique latine. Un peu plus d'un quart de ces assassinats sont en lien avec les projets extractivistes[16].

## En guise de conclusion

En 2009, Rafaël Correa, alors président équatorien, disqualifiait les opposants à sa loi minière, en les renvoyant à un gauchisme, une écologie et un indigénisme infantiles. Douze

ans plus tard, une partie des intellectuels semble toujours s'en tenir à cette « explication », et à ce clivage entre gauche et infantilisme (faisant le jeu du néolibéralisme). La critique du néoextractivisme se tromperait de cible et de tempo. Plus que du mauvais côté, elle serait dans le mauvais camp.

Les faits sont têtus. Moins semble-t-il que le déni idéologique. Mais, que cela plaise ou non, la question divise et alimente les conflits, plonge ses racines dans des visions différentes et des appréciations divergentes de l'expérience du tournant post-néolibéral du début du siècle en Amérique latine. Elle fait d'ailleurs l'objet de discussions autrement plus complexes que l'image qu'en donnent Mariette et Poupeau. Faire de la critique du néoextractivisme le dernier masque idéologique du néolibéralisme, en se refusant à prendre acte des lignes de tension et d'opposition au sein des gauches latino-américaines, c'est se condamner à ne pas penser la conflictualité sociale au prisme des luttes émancipatrices.

\*

Frédéric Thomas est docteur en sciences politiques, chargé d'étude au [CETRI - Centre tricontinental](#)

Crédit photo : *Erta Ale Magma lake*

## Notes

[1] Maëlle Mariette et Franck Poupeau, « [À bas la mine, ou à bas l'État ? Derrière la dénonciation de l'extractivisme en Amérique latine](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2021, pages 10-11. Pour ce qui est des réponses critiques, lire [Franck Gaudichaud dans le « Courrier des lecteurs » du mois suivant](#) ; et Patrick Guillaudat, « [L'extractivisme 'progressiste' existe-t-il ?](#) », *Contretemps*, 3 août 2021.

[2] Mais ce registre est aussi bien utilisé par les gouvernements post-néolibéraux que par leurs critiques de gauche.

[3] Risque auquel n'échappent pas les auteurs de l'article d'ailleurs, tant ils semblent réduire l'opposition au « pachamamisme ». En outre, jamais n'est évoqué sa reprise, notamment par le biais de l'institutionnalisation des « droits de la nature » dans les Constitutions équatorienne et bolivienne ; reprise rhétorique qui s'inscrit largement en faux avec la pratique, accentuant encore les conflits.

[4] À quand un papier sur la critique féministe des gouvernements latino-américains de gauche comme paravent du néolibéralisme ?

[5] Outre l'article de Patrick Guillaudat, lire notamment Frédéric Thomas, « [Équateur : les gauches, l'extractivisme et la transition](#) », 8 avril 2021.

[6] Eduardo Gudynas, « [État compensateur et nouveaux extractivismes : ambivalence du progressisme en Amérique latine](#) », *Industries minières - Extraire à tout prix ?*, Alternatives Sud, Vol. XX - 2013/2, CETRI, Syllepse. Pour une discussion plus générale sur ce moment, lire Franck Gaudichaud et Thomas Posado (sous la direction de), [Gouvernements progressistes en Amérique latine \(1998-2018\). La fin d'un âge d'or](#), France, Presses universitaires de Rennes, 2021 ; et CETRI, *État des résistances dans le Sud : Amérique latine*, Paris, CETRI/Syllepse, 2017.

[7] Thea Riofrancos, [Resource radicals : from petro-nationalism to post-extractivism in Ecuador](#), Duke University Press, Radical Americas series, 2020

[8] Bernard Duterme, « [Recherche percepteurs désespérément](#) », *Le Monde diplomatique*, avril 2018, page 18.

[9] Frédéric Thomas, « [Fin de cycle, fin de partie ? Bilan du virage à gauche latino-américain](#) », CETRI, 11 mai 2017.

[10] Pour une analyse du bilan de plusieurs de ces pays, je renvoie à son article.

[11] CEPAL, [China y America Latina y el Caribe : Hacia una relacion economica y comercial estrategica](#), 2012.

[12] Ignacio Fariza, « [América Latina ha perdido el tren de la política industrial y la innovación](#) ». Entretien avec Alicia Bárcena, *El Pais*, 7 février 2020. Bárcena réduisait le problème cependant et contre toute évidence au « néolibéralisme pur et dur », faisant l'impasse sur une dizaine d'années de gouvernements post-néolibéraux.

[13] Eduardo Gudynas, « Caminos para las transiciones post-extractivistas », dans Alejandra Alayza et Eduardo Gudynas (sous la dir. de), *Transiciones. Post-extractivismo y alternativas al extractivismo en el Perú*, Red Peruana por una Globalización con Equidad (RedGE) et Centro Peruano de Estudios Sociales (Cepes), Lima, 2011.

[14] Sans parler des luttes de grande ampleur, plus connues.

[15] Ximena González, « [Comunidades votaron en 10 consultas populares mineras desde el 2013](#) », *La Republica*, 20 mars 2019 ; « [Los 9 municipios que le dijeron No a la minería usando la consulta popular](#) », *Semana*, 12 octobre 2018 ; Doménica Montaña, « [Consulta popular en Cuenca : ¿una victoria contra la minería o el inicio de otra batalla legal ?](#) », *Mongabay Latam*, 3 mars 2021.

[16] Global Witness, [¿Enemigos del Estado?](#), juillet 2019.